

MEDIAPART

Les sources d'inspiration de la gouvernance rwandaise

5 JUL. 2021 PAR POLITIQUE AFRICAINE - LA REVUE BLOG : LE BLOG DE POLITIQUE AFRICAINE - LA REVUE

Professeur émérite à l'Université d'Anvers, Filip Reyntjens travaille sur la politique dans la région des grands lacs d'Afrique. Dans ce texte, il interroge le fossé entre le discours officiel et celui, caché, de nombreux Rwandais sur l'histoire ancienne et récente du pays.

Le Front patriotique rwandais (FPR) évoque souvent le Rwanda précolonial comme source d'inspiration idéologique et pratique, mais ce discours ne correspond pas toujours à la réalité historique. Il ne s'agit pas ici de distinguer le vrai du faux dans l'histoire officielle, mais de se demander à quelles idées le discours officiel s'adosse et quels imaginaires et pratiques politiques en découlent. Les références à la période précoloniale façonnent de manière évidente le Rwanda d'aujourd'hui.

D'abord, le FPR, à majorité tutsi, promeut la croyance en un Rwanda précolonial harmonieux, sans tensions entre les différents groupes ethniques, une vision depuis battue en brèche par les historiens^[1]. C'est sur cet imaginaire que s'est construit la politique d'unité nationale du FPR qui cherche à effacer les références à l'appartenance ethnique dans la sphère publique, sauf pour désigner les victimes du génocide, les Tutsis.

Ensuite, la chose militaire est centrale dans l'histoire ancienne du pays. Les armées constituaient en effet le fondement de l'administration du pays avant même la colonisation. Comme je l'explique dans [mon article \(https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4-page-139.htm\)](https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4-page-139.htm) pour la revue *Politique africaine*, cette tradition militariste a rapidement refait surface après la victoire du FPR en 1994. On peut l'expliquer de deux façons. D'une part, la prise du pouvoir par un mouvement rebelle victorieux après des années de vie dans le maquis a diffusé des valeurs culturelles militaires dans des domaines aussi divers que la gestion politique, le développement ou l'éducation. D'autre part, le FPR a consciemment cherché à puiser dans la culture militariste précoloniale afin de légitimer les valeurs et les pratiques de sa gouvernance contemporaine.

Cette néo-traditionnalité passe notamment par le langage de « l'authenticité » historique des pratiques politiques. Par exemple, le FPR a remis au goût du jour la technologie du « camp » pour l'éducation politique, inspirée par l'exemple précolonial des camps guerriers puis reprise dans les communautés de la diaspora tutsi. Les camps de rééducation civique *ingando* et *itorero* sont des techniques militaires précoloniales recyclées pour la diffusion des valeurs du FPR. La prégnance des valeurs militaires s'exprime également à travers les polarisations entre ami et ennemi et entre unité et division. La mentalité de combat de temps de guerre a été maintenue en temps de paix. Le gouvernement met l'accent sur la nécessité constante de combattre les ennemis internes et externes et appelle la population à la vigilance. Cela lui permet, en retour, de justifier un fort système de surveillance et de contrôle, ainsi que l'étouffement de toute dissension ou oppositions politiques sur la base d'arguments sécuritaires.

Avec le militarisme, l'autoritarisme est une autre des caractéristiques centrales de la gouvernance au Rwanda depuis la période précoloniale. Les autorités régionales étaient dépendantes du roi et dirigeaient des chefs de colline qui contrôlaient étroitement la population suivant une structure pyramidale. Cette centralisation autoritaire a continué pendant la période coloniale. L'administration indirecte belge a renforcé et stabilisé le pouvoir de la cour et des chefs. L'administration coloniale était de plus elle-même autoritaire et, comme l'administration « indigène », elle ignorait les principes de séparation des pouvoirs et d'État de droit. Il n'est pas surprenant dans ces conditions qu'après l'indépendance, au Rwanda comme ailleurs en Afrique, les nouvelles élites politiques aient recouru au *business as usual* en reproduisant des modes de gouvernance existants. Si au Rwanda cette continuité a été particulièrement marquée, c'est parce que l'autoritarisme colonial s'est appuyé sur une centralisation autoritaire de l'État précolonial sans pareil, ou presque, en

Afrique. Les régimes pré et post-génocide ont partagé ces pratiques autoritaires tout en prônant des objectifs d'unité et de développement similaires. L'État rwandais d'aujourd'hui ressemble donc fortement à son prédécesseur, même si le FPR essaie dans ses discours de se différencier le plus possible des régimes antérieurs.

La longue histoire de centralisation de l'État rwandais, entretenue et légitimée par l'idéologie néo-traditionnaliste du FPR, explique en partie la remarquable reconstruction de l'État après les terribles ravages humains et matériels de 1994. À peine deux ans plus tard, le Rwanda était de nouveau administré du sommet à la base. Les structures territoriales, militaires et de sécurité étaient restaurées, le système judiciaire rétabli, les revenus fiscaux collectés et dépensés. Depuis 2000 en particulier, le FPR a établi un contrôle politique hégémonique, aidé, tout comme le régime précédent, par des pratiques anciennes de gestion, de supervision, de contrôle et de mobilisation d'une population qui n'a, par ailleurs, pas connu d'autre système.

Ainsi, les traits du régime du FPR n'ont pas une origine unique. Ils sont le fruit d'une combinaison de facteurs qui ont généré une gouvernance singulière. Parmi ces facteurs on a noté des traditions anciennes, ou du moins leur ré-imagination par le FPR, des processus historiques de longue durée, ou, plus récemment, l'expérience violente de la rébellion. On pourrait évidemment ajouter la vulnérabilité de la minorité Tutsi qui fait de l'autoritarisme et du contrôle des outils vitaux aux yeux de beaucoup de membres du FPR pour la survie de ce groupe ethnique minoritaire.

Le problème des inspirations fondatrices de la gouvernance du FPR est qu'elles ne sont pas partagées par de nombreux rwandais, qui voient ce discours comme une arme d'oppression. La promotion d'une unité aveugle à l'identité ethnique, reposant soi-disant sur la redécouverte d'une harmonie précoloniale, n'est pas reconnue par tous. Les stratégies de légitimation de l'autoritarisme et de la surveillance par la ré-imagination de l'histoire peuvent également poser problème à une frange de la population aspirant à plus de liberté. Le fossé entre le statut de victime Tutsi du génocide pouvant faire l'objet de commémorations officielles et l'impossibilité de reconnaître la souffrance de certains Hutus peut également être particulièrement problématique comme cela a été mis en exergue récemment de façon dramatique. En 2014, le chanteur Kizito Mihigo, Tutsi rescapé du génocide, un temps très proche du régime, a appelé à la reconnaissance de toutes les victimes de l'histoire récente du pays dans sa chanson « Le sens de la mort ». Cet appel est alors considéré par beaucoup comme une remise en cause de la version officielle du génocide, conférant aux seuls Tutsis le statut de victime. Le chanteur est alors condamné à dix ans de prison. Il est libéré en 2018 après une grâce présidentielle, mais à nouveau arrêté en février 2020 alors qu'il tente de fuir au Burundi voisin car il est victime de menaces grandissantes. Quelques jours plus tard, il est retrouvé mort dans une cellule d'un commissariat de police. La version officielle du suicide est alors accueillie avec scepticisme[2]. Différents travaux universitaires ont déjà insisté sur le fossé entre le discours officiel et la mémoire qu'ont de nombreux rwandais de l'histoire ancienne et récente du pays[3]. Et, combler ce fossé reste un défi majeur dans l'entreprise de légitimation de l'ambitieux projet de refonte du pays porté par le FPR.

[1] Jan Vansina, *Le Rwanda Ancien. Le royaume de nyiginya*, Kartala, 2012, Paris

[2] <https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/08/appel-une-enquete-independante-sur-la-mort-du-chanteur-rwandais-kizito-mihigo> (<https://www.hrw.org/fr/news/2021/03/08/appel-une-enquete-independante-sur-la-mort-du-chanteur-rwandais-kizito-mihigo>).

[3] Thomson Susan, *Whispering truth to power : Everyday resistance to conciliation in post genocide Rwanda*, University of Wisconsin Press, 2013, Madison

Lien vers le [numéro](https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4.htm) (<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4.htm>)

Lien vers l'[article](https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4-page-139.htm?contenu=article) (<https://www.cairn.info/revue-politique-africaine-2020-4-page-139.htm?contenu=article>)

Le Club est l'espace de libre expression des abonnés de Mediapart. Ses contenus n'engagent pas la rédaction.

LAUTEUR-E



POLITIQUE AFRICAINE - LA REVUE (<https://blogs.mediapart.fr/politique-africaine-la-revue>)

Politique africaine est une revue pluridisciplinaire d'analyse du politique en Afrique publiée par l'Association des Chercheurs de Politique africaine aux éditions Karthala. <http://www.politique-africaine.com/>

6 BILLETS /



Lisez Mediapart en illimité sur ordinateur, mobile et tablette.

[Je m'abonne](#)

LE BLOG

SUIVI PAR 9 ABONNÉS

Le blog de Politique Africaine - La revue (<https://www.mediapart.fr/politique-africaine-la-revue/blog>)

MOTS-CLÉS

AFRIQUE • RELATION INTERNATIONALE • RWANDA

CHOISISSEZ L'INDÉPENDANCE !

Je m'abonne à partir de 1€



- ▶ Accès illimité au Journal et au Studio
- ▶ Participation au Club
- ▶ Application mobile

Je m'abonne à partir de 1€